

JOURNAL

Le PC à l'épreuve de l'exercice du pouvoir

OLIVIER DUHAMEL et JEAN-LUC PARODI

C'est un Parti communiste victorieux, mais affaibli et dominé qui arrive au pouvoir en juin 1981. Quand il le quitte trois ans plus tard, à la suite d'une nouvelle défaite électorale, c'est la crise et la division qui le caractérisent. Sur ces trois années sans précédent, où le Parti communiste dans le cadre de l'Union de la Gauche a connu les responsabilités gouvernementales et exercé le pouvoir, on peut résumer l'apport des enquêtes d'opinion en dix principales conclusions (1).

Une image encore dégradée. — Son passage au pouvoir a en effet atteint le PC dans son image générale (2). Après les pointes exceptionnelles de l'immédiate après-alternance, la cote SOFRES du PC se stabilise tout au long de 1982 et au début de 1983 à un niveau légèrement supérieur à celui des années quatre-vingt (autour de 23 % de « bonne opinion ») avant de régresser à partir de l'automne 1983 : en décembre de cette année, puis en février 1984, elle atteint, avec 18 % seulement de bonne opinion, le record absolu de février 1980 (après le discours de Moscou de G. Marchais approuvant l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan). Elle descend

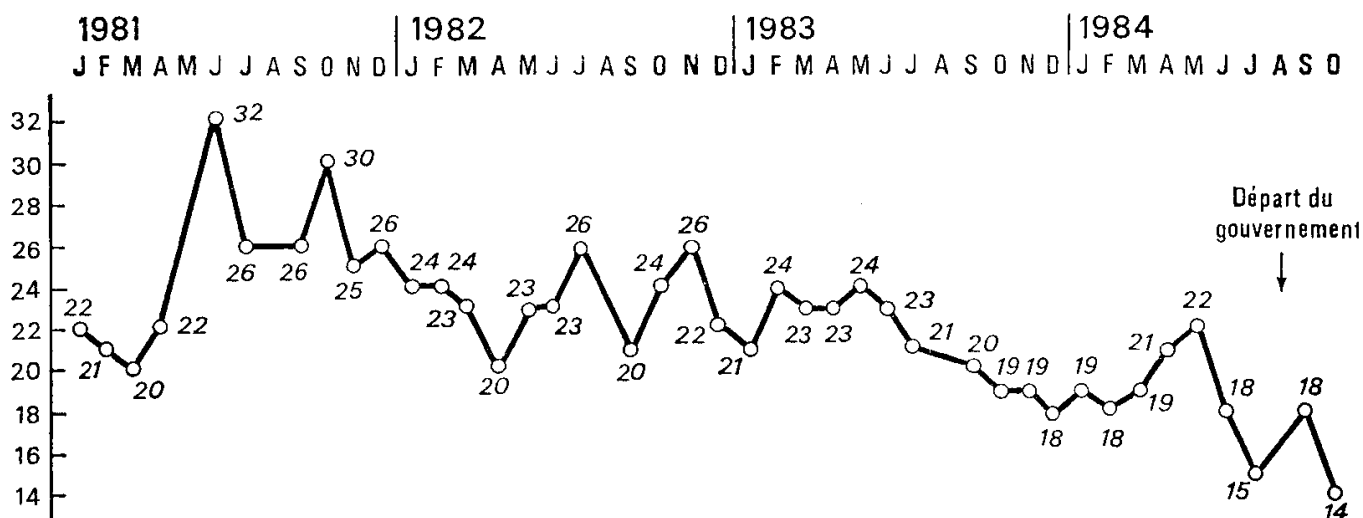
(1) Voir en particulier *Le PC jugé par les Français*, SOFRES, *Nouvel Observateur*, 23 janvier 1982 et *L'image du PC*, SOFRES, groupe de journaux de province, mai 1982.

(2) *Ibid.*

même à 15 % après la déroute électorale des élections européennes. La courbe de son leader présente les mêmes caractéristiques.

L'inflexion prise à partir de l'automne 1983 laisse à penser, sans que l'on dispose d'informations spécifiques à ce sujet, que les annulations en série d'élections municipales pour fraudes électorales ont dû toucher de plein fouet le mythe du « bon maire » qui constituait l'un des derniers points forts de l'image du PC et ajouter ainsi à la baisse globale de la gauche.

Une dégradation accentuée



GRAPHIQUE 1. — La cote SOFRES du Parti communiste de 1981 à 1984
(% de « bonne opinion »)

Une présence gouvernementale tolérée puis rejetée. — L'appréciation de la présence communiste au gouvernement a suivi la même évolution, de l'acceptation majoritaire de la première année au refus dominant de la troisième.

Les sympathisants communistes demeurent d'un bout à l'autre de la période des « gouvernementalistes » convaincus : en mars 1984 encore, alors qu'il n'y a plus que 28 % de l'ensemble des personnes interrogées pour se déclarer satisfaits, 97 % des communistes sont dans ce cas.

Cette évolution marque-t-elle un rejet particulier du communisme gouvernemental ? Il est bien difficile de le dire. Comme souvent la formulation des questions posées traduit le sentiment dominant des milieux politiques : si l'on s'interroge sur la présence des ministres communistes, on ne pose pas la question de celle des socialistes, alors que seule une comparaison rigoureuse de ces deux questions permettrait de discriminer

	Satisfaits				Mécontents			
Juillet 1981 - BVA (1)	45				41			
Janvier 1982 - SOFRES (2)				40				35
Janvier 1982 - BVA (1)	42				44			
Mars 1982 - BVA (3)		48				41		
Mai 1982 - SOFRES (2)				42				34
Août 1982 - SOFRES (4)								32
Janvier 1983 - SOFRES (2)				36				40
Mars 1983 - BVA (5)			35			54		
Avril 1983 - BVA (1)	42				43			
Avril 1983 - SOFRES (4)								28
Septembre 1983 - L. Harris-France (6)				39			39	
Novembre 1983 - SOFRES (2)				28				45
Mars 1984 - SOFRES (2)				28				40

(1) « Approuvez-vous ou désapprouvez-vous la présence de ministres communistes dans le gouvernement ? »

(2) « Etes-vous satisfait ou mécontent de la présence des quatre ministres communistes dans le Gouvernement de M. Mauroy ? »

(3) « Dans l'hypothèse d'un remaniement ministériel, pensez-vous que le Président de la République devrait conserver des ministres communistes ou qu'il devrait s'en séparer ? »

(4) « A propos des ministres communistes, quelle est parmi ses possibilités, celle qui a votre préférence : le nombre de ministres communistes augmente, les ministres communistes quittent le Gouvernement, les ministres communistes restent au Gouvernement sans augmentation ni changement. »

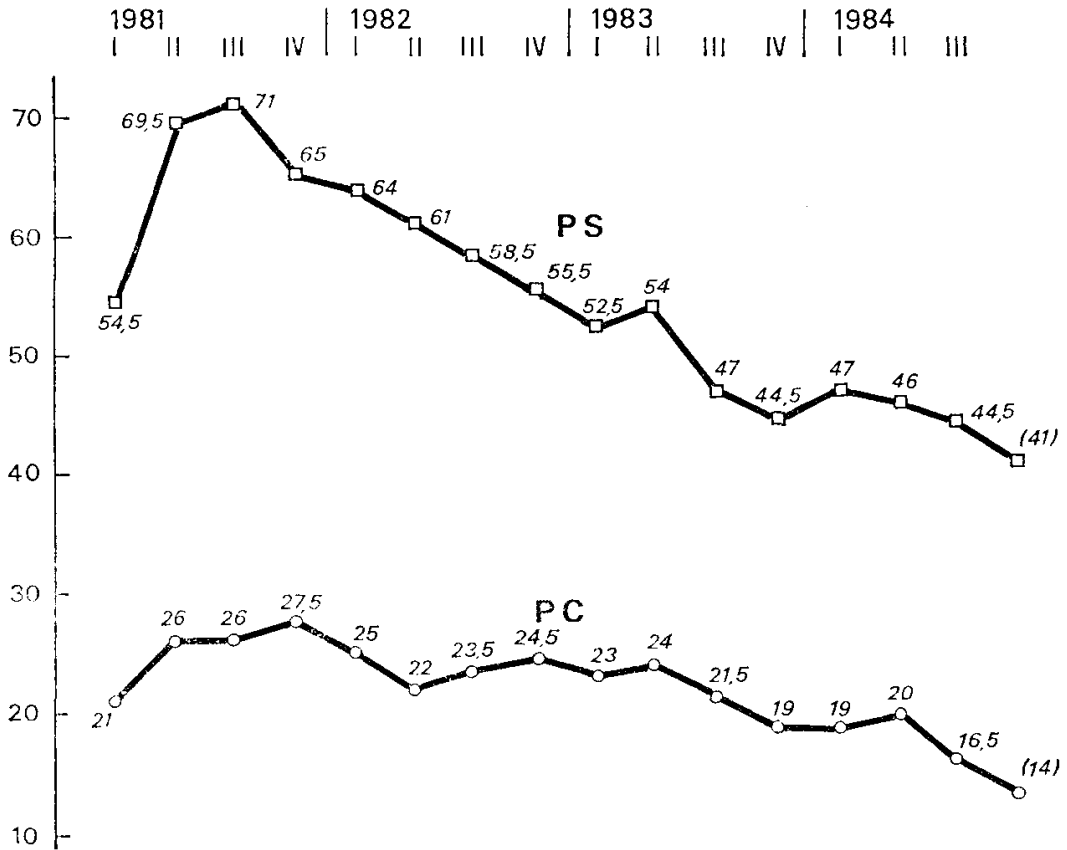
(5) « Souhaitez-vous le départ ou le maintien des ministres communistes ? »

(6) « Souhaitez-vous le maintien des ministres communistes dans le Gouvernement de M. Mauroy ou souhaitez-vous leur départ ? »

ce qui relève du rejet général de la gauche et ce qui touche à la spécificité communiste.

Une baisse liée à la dévalorisation générale de la gauche. — Les courbes du PC suivent le rythme général du septennat. La comparaison des évolutions respectives du Parti socialiste et du PC le montre clairement (graphique 2). C'est d'abord le jugement global à l'égard de la gauche au pouvoir et la désillusion grandissante qui structurent les perceptions des partis qui la constituent. Venu de plus haut, le PS régresse davantage : moins 27 points entre son meilleur trimestre de 1981 et son plus mauvais de 1984. Plus limité dans ses évolutions par l'étroitesse de ses soutiens potentiels, le PC recule moins : moins 11 points.

Des évolutions analogues



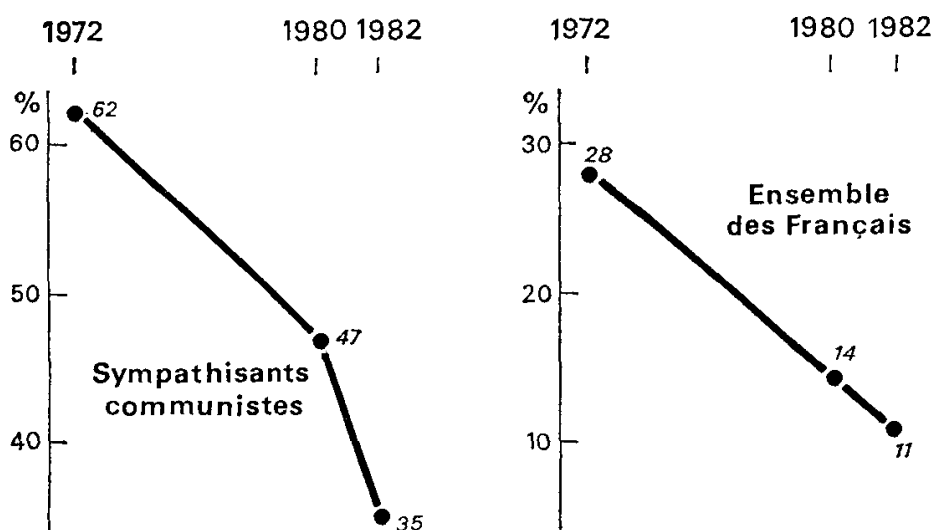
GRAPHIQUE 2. — Les cotes SOFRES du PS et du PC (moyennes trimestrielles ; % de « bonne opinion »)

Le déclin communiste possède aussi sa spécificité. — Il ne relève pas seulement de la disgrâce de la gauche au pouvoir. Nous avons pu établir dans une précédente chronique que dès janvier 1980 « l'effet Kaboul » produit une fracture annonciatrice de la chute électorale de mai-juin 1981 (3) en concluant que la « différence soviétique » constitue le point critique de l'image du PC ». La contradiction ne s'est pas atténuée entre une direction communiste qui persiste et signe dans l'évaluation globalement positive du bilan de l'Union soviétique et une opinion publique qui, d'année en année, estime un peu plus négatif ledit bilan. Dans la dernière période, la dégradation de l'image de l'Union soviétique est particulièrement marquée chez les sympathisants communistes (bilan positif — 12 points en deux ans, contre — 3 pour l'ensemble des Français). Plus grave encore

(3) Images du communisme, *Pouvoirs*, n° 21 et n° 22, 1982.

pour les soviétophiles, elle affecte désormais tous les domaines, y compris ceux naguère positifs aux yeux des communistes français comme le développement du niveau de vie ou la réduction des inégalités (4). Le système soviétique n'est plus, en aucun de ses aspects, un modèle. En ne le reconnaissant pas, la direction communiste contredit les sentiments non seulement des non-communistes d'aujourd'hui (ne les incitant pas à le devenir), mais aussi d'un nombre croissant de ses sympathisants (les incitant à cesser de l'être).

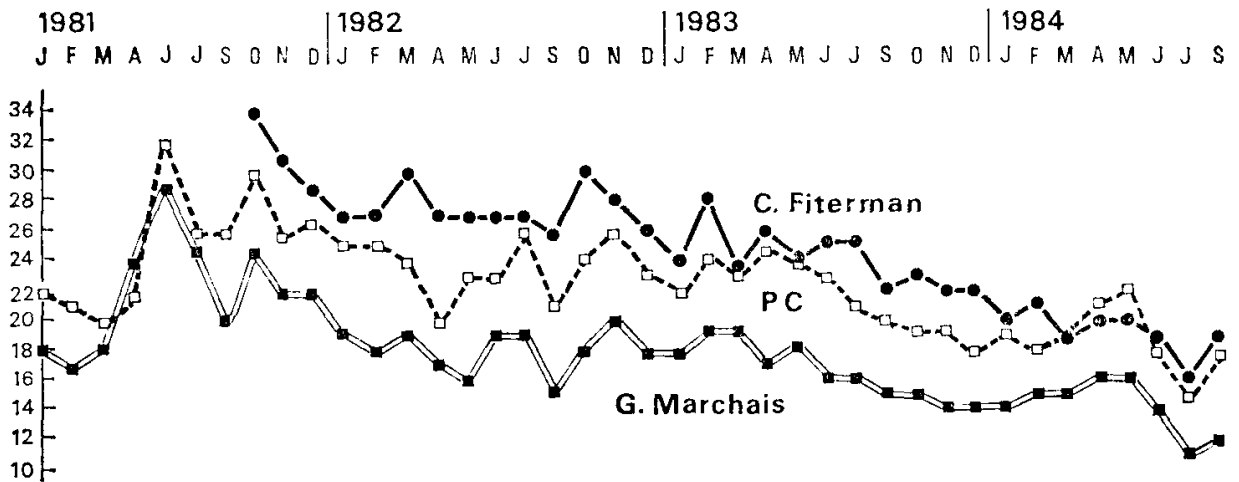
Le système soviétique : un bilan de moins en moins positif



GRAPHIQUE 3. — % jugeant « le bilan du système soviétique tel qu'il fonctionne en Union soviétique et dans les démocraties populaires... plutôt positif » (ORTF-SOFRES, septembre 1972 ; *Figaro-SOFRES*, novembre 1980 ; presse de province-SOFRES, décembre 1982).

L'éphémère effet Fiterman. — Telle est, en termes d'opinion publique, la principale originalité du passage du Parti communiste au Gouvernement. Auprès de l'ensemble des Français, la cote d'avenir (SOFRES) du ministre des transports a toujours supplanté celle du secrétaire général du parti. Elle dépasse également le pourcentage des « bonne opinion » à l'égard du PC, à la brève exception des moments électoraux (municipales de mars 1983, européennes de juin 1984). On aurait donc pu croire que le Gouvernement avait donné au Parti communiste un nouveau leader.

(4) V. SOFRES, *Opinion publique 1984*, Gallimard, 1984, p. 249.



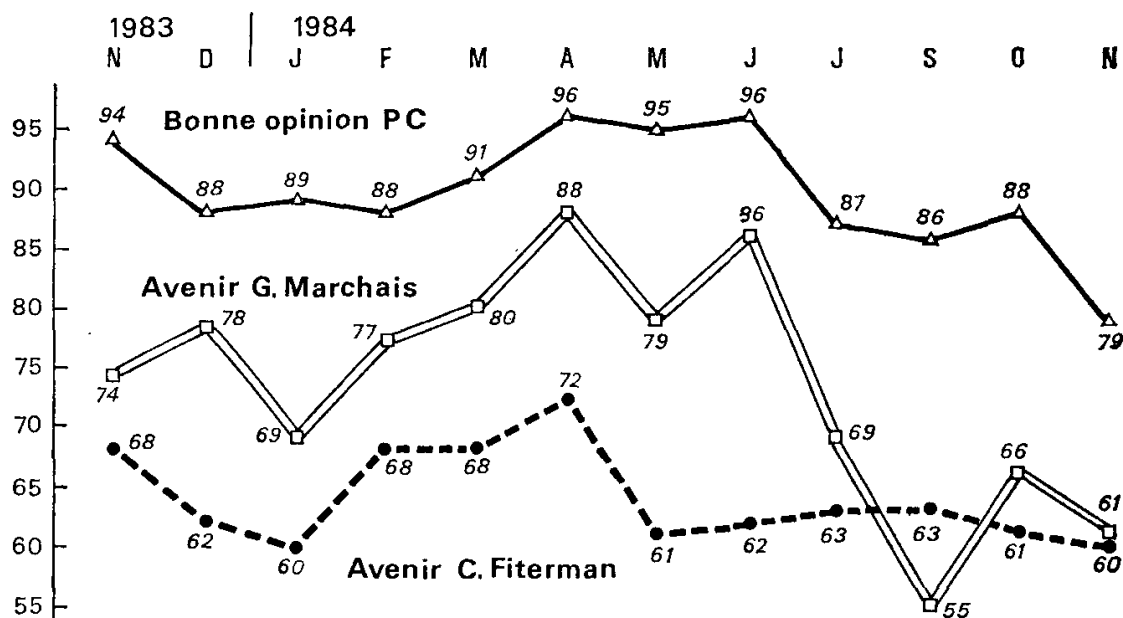
GRAPHIQUE 4. — Evolution des cotes d'avenir de Ch. Fiterman et G. Marchais et des « bonne opinion » à l'égard du Parti communiste (SOFRES).

La popularité de Charles Fiterman atteste cependant une double fragilité. Dans le temps, puisqu'elle ne paraît pas résister au départ du Gouvernement : Fiterman, Marchais et le PC se retrouvent dans l'impopulairité record, autour de 15 % d'opinions favorables au baromètre d'octobre 1984 (5). Dans la structure, et ce depuis l'origine, puisque tout au long de la période gouvernementale, Marchais est plus populaire que Fiterman chez les sympathisants communistes. Il faut attendre la crise de l'été 1984 (11 % aux européennes du 17 juin ; départ du Gouvernement un mois après) pour que le secrétaire général soit déstabilisé jusque chez les siens. Entre fin mai et fin août, il perd 31 points chez les communistes, tandis que Charles Fiterman reste stable et, ainsi, le devance. Mais on sait qu'après un moment de flottement, la direction du PC fit savoir que la question de son leader ne saurait être posée. Le message paraît avoir été reçu, puisqu'au baromètre d'octobre Georges Marchais reprenait 11 points et la première place chez les sympathisants communistes.

La popularité du secrétaire général, on le voit sur ce dernier graphique, subit des fluctuations, extrêmement brutales. S'agissant d'une période très particulière, marquée à la fois par une campagne électorale et ce que d'aucuns ont baptisé la participation gouvernementale sans soutien, on peut avancer, pour l'année écoulée et dans les limites de cette conjoncture, une hypothèse. Les moments « critiques » seraient suivis

(5) L'effritement se résume ainsi : au dernier trimestre de 1981, la moyenne des écarts entre les cotes d'avenir de Ch. Fiterman et de Georges Marchais est de 8 points, en 1982 de 10 points, en 1983 de 8 points, et en 1984 (jusqu'à octobre) seulement de 5 points. En novembre 1984, G. Marchais rejoint son plancher (11 %).

L'opinion communiste sur le Parti et ses leaders
Georges Marchais : un leadership en crise



GRAPHIQUE 5. — Les popularités de Ch. Fiterman, G. Marchais et du PC chez les sympathisants communistes au cours de l'année écoulée (cote d'avenir — « bonne opinion » pour le PC — SOFRES).

d'un gain de popularité, les moments « unitaires » d'une chute. Jusqu'au départ du Gouvernement, les principaux événements qui ponctuent le discours communiste semblent confirmer l'hypothèse : chez les sympathisants communistes, G. Marchais perd 9 points dans le baromètre qui suit la rencontre PC-PS de décembre 1983, 9 points également dans celui qui suit le vote de la confiance au gouvernement Mauroy en avril 84, 17 points après le discours unitaire de la fin de campagne européenne (même si, ici, la chute relève à l'évidence de l'échec électoral). En revanche, toutes les autres fluctuations — positives — suivent un moment de critique du pouvoir (6). Comme si en période d'avant-retrait du Gouvernement, les communistes les plus déçus étaient ceux qui faisaient varier la popularité de leur secrétaire général. Reste que si cette hypothèse était confirmée, elle ne vaudrait que pour la conjoncture très spécifique de la prérapture.

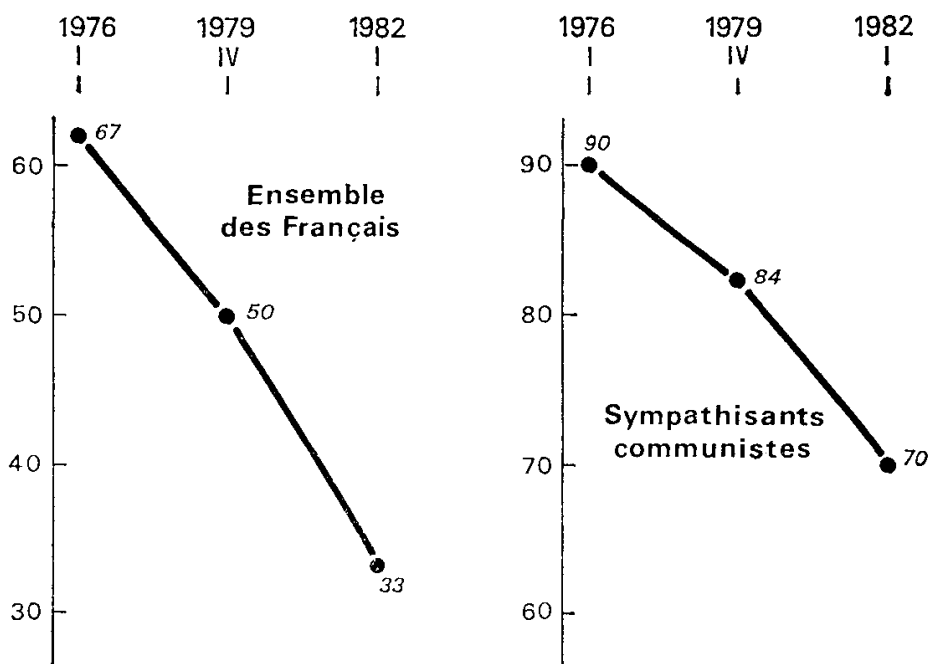
Mais quoi qu'il adienne de la déstabilisation de Georges Marchais

(6) Le 14 novembre 1983, la démission de G. Valbon des Charbonnages de France (décembre + 4). Le 17 janvier 1984, l'appel du Comité central « pas un licenciement, pas un chômeur de plus » (février + 8). Le 3 mars, la dénonciation par G. Marchais de la dégradation de la situation (avril + 8). Le 3 mai, l'expression de son désaccord avec la politique d'austérité (juin + 7).

dans l'opinion communiste au lendemain du cataclysme électoral de juin 1984, et même si Charles Fiterman ne parvenait pas à le concurrencer, une fois perdu le support gouvernemental de sa popularité, il reste indéniable que l'image de Georges Marchais s'est considérablement détériorée ces dernières années, particulièrement chez les siens. Dans l'attente d'une prochaine enquête qui permettrait de mesurer sa perception comme leader communiste de l'après-rupture, il faut rappeler que 4 % des communistes trouvaient que « pour le Parti communiste, Georges Marchais est plutôt un mauvais leader » en 1976, 9 % en 1979, 24 % en 1982. Quant aux réponses « plutôt un bon leader », elles chutent, chez les communistes, de 6 points entre 1976 et 1979, de 14 points entre 1979 et 1982. « Effet Kaboul » que l'on retrouve plus marqué encore dans les réponses de l'ensemble des Français, où le secrétaire général perd 29 points en six ans (7), ce qui n'est probablement pas sans contribuer à expliquer le peu d'attraction exercé par le Parti communiste français.

L'apparition de communistes critiques à l'égard de leur secrétaire général invite à sonder les divisions qui partagent les sympathisants communistes.

La dégradation de l'image de Georges Marchais



GRAPHIQUE 6. — % des personnes interrogées estimant que Georges Marchais est plutôt un bon leader pour le Parti communiste (*Le Nouvel Observateur* - SOFRES)

(7) Sur l'item « bon leader » ; la réponse « mauvais leader » passe elle de 16 % en 1976 à 28 % en 1979 et 49 % en 1982.

Les communistes face au pouvoir : naissance d'un dissensus. — Au début du septennat, le soutien de l'opinion communiste est unanime. Sur certains points, on l'a vu en ce qui concerne la présence des ministres communistes, le consensus ne faiblira pas. D'autres questions permettent cependant de repérer une division croissante de l'opinion communiste qu'un tableau récapitulatif peut résumer.

		Commu- nistes satisfaits	Commu- nistes mécontents
Satisfaction à l'égard de F. Mitterrand (IFOP) (Moyenne trimestrielle)			
1981	III	82	9
	IV	82	9
1982	I	82	13
	II	80	15
	III	79	17
	IV	70	27
1983	I	75	18
	II	64	29
	III	68	29
	IV	58	38
1984	I	66	29
	II	53	40
	III	48	49
	IV	44	51
		Positif	Négatif
Appréciation du bilan de F. Mitterrand (SOFRES)			
Novembre 1982		76	11
Septembre 1983		60	31
Avril 1984		54	38
		Oui	Non
M. Mitterrand tient-il les promesses qu'il a faites quand il était candidat... (SOFRES)			
Septembre 1983		55	36
Janvier 1984		44	45
Avril 1984		29	66

On constate à travers ces quelques indicateurs un glissement progressif des sympathisants communistes vers l'insatisfaction. Alors qu'au-delà de l'état de grâce les communistes étaient les plus fidèles supporters du Président et du Gouvernement, alors qu'ils ont approuvé le plan de rigueur

de mars 1983 plus nettement que les socialistes (PC 60 %, PS 58 %), une rupture s'opère entre l'automne 1983 et le printemps 1984, accentuée à cette date par l'annonce du plan de restructuration dans la sidérurgie : satisfaction et bilan partagent les communistes en deux moitiés ; quant aux promesses, deux communistes sur trois estiment désormais qu'elles ne sont pas respectées.

Communistes satisfaits et communistes mécontents ne présentent pas tout à fait les mêmes caractéristiques. Une analyse secondaire des données de l'IFOP sur le cumul des baromètres de popularité de juillet à octobre 1984 permet de les différencier.

	Sympathisants PC			
	Satisfaits	Mécontents	Sans opinion	
Ensemble	45	51	4	100
Sexe :				
Hommes	48	50	2	100
Femmes	42	51	7	100
Age :				
18-24 ans	48	50	2	100
25-34 —	44	53	3	100
35-49 —	34	63	3	100
50-64 —	48	48	4	100
65 ans et plus	60	32	8	100
Profession du chef de ménage :				
Ouvriers	43	53	4	100
Inactifs	56	37	7	100
Autres (1)	39	59	2	100

(1) Employés, cadres moyens, prof. lib., cadres sup., patrons ind., comm., agriculteurs.

Les sympathisants du Parti communiste demeurent d'autant plus satisfaits de l'action présidentielle qu'ils sont plus vieux (65 ans et plus : indice de satisfaction + 28) ou inactifs (+ 19) et d'autant plus mécontents qu'ils ont atteint la quarantaine (— 29), qu'ils sont employés, cadres ou indépendants (— 20) ou ouvriers (— 10).

Le départ accentue la crise d'identité. — A l'été, le départ du Gouvernement touche à la fois l'image générale du PC (et de son leader), la perception

de sa place sur l'échiquier politique et la division de ses sympathisants.

Avec 14 % seulement de bonne opinion, le PC bat à nouveau en septembre son record absolu d'impopularité. C'est le retour à la désunion de la gauche qui explique pour l'essentiel ce recul.

Si le départ des ministres communistes est très nettement approuvé par l'opinion dans son ensemble — 63 % contre 15 % pour l'IFOP (8), 53 % contre 20 % pour L. Harris-France (9), au lendemain de la formation du gouvernement Fabius, 57 % contre 15 % pour BVA (10) un mois plus tard —, il est sur le moment en tout cas majoritairement regretté par les sympathisants communistes, 80 % d'entre eux s'en disent mécontents en juillet (BVA), 51 % (LHF) pensent que c'est une mauvaise chose. Le score est naturellement un peu plus faible quand il s'agit pour eux de juger si « le PC a eu raison ou tort de quitter le gouvernement », mais ils sont encore 31 % en septembre à estimer qu'il a eu tort.

L'opposition à G. Marchais, apparue au sein même de l'opinion communiste, ne se contente plus de contester ses qualités de leader mais va, pour part, jusqu'à souhaiter son remplacement, ainsi que l'atteste l'enquête de la SOFRES pour un groupe de journaux de province publié le 24 octobre 1984.

	Sympathisants PC	
	Juin 1981	Octobre 1984
Souhaitent que G. Marchais reste le secrétaire général du PC	71 %	44 %
Souhaitent qu'il soit remplacé dans les prochains mois	21 -	31 -
Sans opinion	8 -	25 -

A l'instant de l'alternance, plus de deux communistes sur trois souhaitent le maintien de G. Marchais. Après l'échec électoral des européennes et le départ du gouvernement, moins d'un communiste sur deux lui reste fidèle. L'épreuve du pouvoir atteint ainsi au premier chef celui qui n'y a pas personnellement participé.

Enfin la place du PC sur l'échiquier politique et son appartenance à la majorité ou à l'opposition posent à ses sympathisants un réel problème

(8) « Le Gouvernement de L. Fabius ne comporte pas de ministres communistes. Personnellement, êtes-vous très satisfait, assez satisfait, assez mécontent ou très mécontent de cette absence », IFOP, *Journal du Dimanche*, 22 juillet 1984.

(9) « Il n'y a pas de ministres communistes dans le Gouvernement de Laurent Fabius. Estimez-vous que c'est une bonne chose, une mauvaise chose ? », LHF, *Le Parisien*, 21 juillet 1984.

(10) « Êtes-vous satisfait ou mécontent du départ des communistes ? », BVA, *Paris-Match*, septembre 1985.

d'identité puisque 55 % d'entre eux en août et encore 47 % en septembre estiment qu' « il reste dans la majorité aux côtés du Parti socialiste », alors que 31 % puis 33 % pensent qu'il est entré dans l'opposition.

Cependant, la réduction au moins provisoire de l'altérité des sympathisants communistes à l'égard du système politique doit être soulignée. Exclus pendant des décennies du jeu institutionnel, les communistes n'étaient, trois mois avant l'alternance, que 20 % à « avoir confiance dans les institutions de la V^e République » (et 28 % à « avoir confiance dans les lois ») : ils sont 72 % dix-huit mois plus tard (et 68 % pour les lois), après la conquête du pouvoir (11).

En définitive, les perceptions dont le PC fait l'objet durant cette période relèvent du poids inégal des sphères auxquelles il appartient : membre du gouvernement, il bénéficie pendant un premier temps de son état de grâce avant d'être entraîné dans sa disgrâce grandissante ; partisan du bilan positif de l'Union soviétique, il continue de pâtir de sa dévalorisation encore accentuée ; membre de l'union de la gauche, il en subit les vicissitudes avant d'y ajouter les risques de la désunion. Au terme de ces trois ans d'exercice partiel du pouvoir, le PC apparaît plus affaibli et plus divisé sur lui-même que jamais.

(11) Enquête SOFRES, *Nouvel Observateur*, 6-12 février 1981 et 30 octobre 1982.